

## La filière viande bovine française

Guesdon J.C.

*in*

Belhadj T. (ed.), Boutonnet J.P. (ed.), Di Giulio A. (ed.).  
Filière des viandes rouges dans les pays méditerranéens

Zaragoza : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 35

1998

pages 39-43

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=98606215>

To cite this article / Pour citer cet article

Guesdon J.C. **La filière viande bovine française**. In : Belhadj T. (ed.), Boutonnet J.P. (ed.), Di Giulio A. (ed.). *Filière des viandes rouges dans les pays méditerranéens*. Zaragoza : CIHEAM, 1998. p. 39-43 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 35)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

## La filière viande bovine française

J.C. Guesdon

Institut de l'Elevage, 149 rue de Bercy, 75595 Paris Cedex 12, France

**RESUME** - En situation excédentaire par rapport à la consommation, la filière viande bovine française est très largement ouverte sur le reste de l'Union Européenne avec lequel elle échange d'autant plus qu'au déséquilibre quantitatif global s'ajoute un fort déséquilibre qualitatif. Ce déséquilibre ancien a de fait été conforté par la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC de l'UE) de 1992. La crise de 1996 déclenchée par l'affaire de l'ESB (Bovine Spongiform Encephalopathy ou "vache folle") n'a fait qu'exacerber cette situation. En réponse à cette crise de confiance des consommateurs la filière bovine, en particulier la filière allaitante, s'organise pour identifier ses produits, signer et garantir l'origine du produit jusqu'à la consommation. L'avenir de la filière spécialisée allaitante est lié à la maîtrise de la production qu'elle sera capable de mettre en œuvre et à la confiance des consommateurs qu'elle sera en mesure de retrouver. Le repli sur un approvisionnement national aux dépens de l'approvisionnement en provenance du reste de l'Europe semble un trait fort des toutes prochaines années.

**Mots-clés** : Viande bovine, production, consommation, échanges, crise ESB.

**SUMMARY** - "The French beef sector". The French beef market is structurally over-supplied. The industry is largely open to the EU, both for imports and exports, because there is a quantitative, as well as qualitative imbalance. This was strengthened by the new Common Agricultural Policy (CAP) since 1992. The BSE (Bovine Spongiform Encephalopathy, or "mad cow disease") crisis, in 1996, has made the gap between production and consumption larger, as consumers lose their trust in the product. In an attempt to stop that trend, the industry, and particularly the suckling cattle sector, has created organizations to identify the products and to certify their origin from the farm to the consumer. The future of beef cattle breeding depends on the industry capacity to control production and to restore the consumers' trust in beef. But the main trend for the next years seems to be an increase of domestic supply and a drop of imports and exports from European countries.

**Key words**: Beef, production, consumption, trade, BSE crisis.

### Caractéristiques structurelles de la filière viande bovine française

#### Une filière éclatée inscrite dans un contexte européen (Guesdon *et al.*, 1995)

Comparativement aux filières du Nord de l'Union Européenne et à la filière laitière française, la filière viande française est largement éclatée et reste pour l'essentiel une activité de "cueillette".

Les 90 groupements de producteurs, forme coopérative qui regroupe l'offre, n'assure que 30% des tonnages de viande, pour l'essentiel la seule production de jeunes bovins ; le reste est regroupé par l'intermédiaire de très nombreux petits négociants.

La fonction d'abattage, assurée aujourd'hui essentiellement sur les lieux de production, est réalisée par environ 300 abattoirs dont 3/4 à statut public et 1/4 à statut privé. Ces derniers assurent toutefois environ 50% de l'activité.

Quelques grandes entreprises d'abattage assurent de plus une fonction de découpe dite de deuxième transformation. Les grands de ce secteur peuvent être de statut privé ou coopératif (SOCOPA, BIGARD, VITAL-SOGEVIANDE, SVA, etc.) et être indépendants ou liés eux-mêmes aux grandes chaînes de distribution (GMS).

La grande distribution tient en effet une place aujourd'hui essentielle dans la mise à disposition auprès des consommateurs : les GMS (grandes et moyennes surfaces) assurent les 3/4 des ventes

aux ménages pour la consommation à domicile (Carrefour, Casino, Leclerc, Intermarché, Auchan, etc.). La boucherie traditionnelle est en perte de vitesse mais assure encore une part significative de la distribution des viandes haut de gamme.

La production elle-même est assurée par 150 000 éleveurs laitiers qui détiennent 4 560 000 vaches laitières et 200 000 détenteurs de 4 160 000 vaches allaitantes. Parmi ceux-ci 35 000 sont en même temps détenteurs de vaches laitières (des mixtes). De plus 10 000 engraisseurs spécialisés font de la viande en achetant des animaux d'élevage. Au total 330 000 agriculteurs sur 800 000 détiennent des bovins.

Bien que le contexte de 1996, lié à la crise de la "vache folle", ait entraîné un certain retour sur l'approvisionnement national, la filière française est marquée par un large courant d'échange avec ses partenaires : 25% des viandes produites en France partent vers les autres pays de l'UE et 20% des viandes consommées en France proviennent des partenaires de l'Union.

## La France est largement excédentaire, comme l'UE dans son ensemble

Caractérisée par une production cyclique très marquée, la production française est devenue excédentaire structurellement depuis les années 1970. La période antérieure à 1980 était marquée par une forte croissance de consommation (2 à 3% l'an) parallèle à l'augmentation de production. La période 1980-90 s'est traduite au contraire par une stagnation de la consommation, alors que la production continuait à progresser sous l'effet de la décapitalisation des troupeaux laitiers du fait des quotas laitiers décidés en 1983.

Depuis le début des années 1990, la consommation marque un net repli non compensé par un tassement de la production. La crise médiatique de 1996 liée au contexte de la "maladie de la vache folle", et le recul de la consommation qu'elle a provoqué, a entraîné un nouvel et fort excédent de disponible, ce qui s'est traduit par un effondrement de prix malgré la relance de la politique de stockage public par les autorités de l'Union Européenne.

Parallèlement l'autre filière bovine, celle de la viande blanche dite de veau de boucherie, continuait son déclin en terme de production. Déclin entraînant une chute de consommation et le recours de plus en plus net aux importations en provenance des Pays-Bas.

Enfin la filière animaux d'élevage, spécificité de l'élevage allaitant français, continuait à progresser : en 1996, plus de 1 200 000 animaux d'élevage de 6 à 18 mois sont partis se faire engraisser en Italie (pour 70% d'entre eux) ou en Espagne. Il s'agit essentiellement de mâles.

## Déséquilibre quantitatif doublé d'un déséquilibre qualitatif

Aujourd'hui en France près de 50% de la viande bovine est encore issue du cheptel laitier : nous l'estimons à 48%, contre 52% du cheptel allaitant. En Europe l'importance de la viande co-produit du lait est encore plus essentielle : elle est estimée à 60%, mais partout l'évolution est identique et conduit à plus de viande issue du cheptel allaitant spécialisé. Synonyme de qualité, tout au moins de conformation, cette évolution va aussi vers un renchérissement du coût de production de la viande bovine, et donc de sa perte de compétitivité en terme de prix comparé aux viandes blanches de porc et volaille. Ceci n'est pas étranger à la récession de la part de la viande rouge dans la consommation totale de viande des consommateurs français et européens.

Cette filière française marquée par une importante production de femelles, 58% contre 42% seulement des tonnages pour les mâles, se trouve confrontée (ou organisée) à une demande elle-même encore plus nettement portée sur la viande issue des femelles. Ce serait le cas de 85% environ des tonnages!

Ce déséquilibre qualitatif n'est pas étranger à l'importance des échanges évoqués ci-dessus, et au problème spécifique posé par les débouchés de la viande de type jeunes bovins.

Ces animaux, abattus jeunes (18-20 mois) et issus notamment de systèmes de production intensifs de l'Ouest de la France, qui font appel en particulier au maïs-ensilage, assurent le tiers des tonnages de viande produits en France, mais seul 1 sur 6 est consommé dans l'Hexagone.

Pour plus de 40% des tonnages cette viande de jeunes bovins est exportée vers le Sud de l'Europe : Italie, Grèce, Portugal. Selon les années 1/3 à 1/4 de cette production est exportée vers des Pays Tiers, en particulier vers le Moyen-Orient. Cette dépendance à l'égard du Sud de l'Europe et encore plus du reste du monde est préoccupante, surtout dans le nouveau contexte créé par le dernier accord GATT.

## Quelles perspectives en termes de production et d'équilibre du marché?

Quatre facteurs conditionnent très largement l'avenir de la production de viande bovine (GEB, nn.vv.a,b) :

(i) *L'évolution du nombre de vaches laitières et de vaches allaitantes.* Le nombre de carcasses produites est en effet directement en corrélation avec le nombre de femelles adultes en production. La productivité par vache et par an (autour de 0,92) est en effet une constante.

(ii) *Le poids moyen des carcasses.* L'alourdissement a été un phénomène fort et général (2 à 3 kg/an) et explique une grande partie de la croissance de la production des quinze dernières années.

(iii) *L'évolution de la filière veaux de boucherie.* A sa naissance, le veau peut effectivement être orienté vers la production de viande blanche avec des carcasses de l'ordre de 120-140 kg, ou vers de la viande rouge avec des carcasses de 340 à 400 kg, ce qui change tout.

(iv) *Le commerce extérieur en veaux d'élevage.* L'ouverture éventuelle de l'Union Européenne à des animaux nés à l'extérieur (PECO en particulier) pourrait effectivement être de nature à faire augmenter la capacité de production.

Sur chacun de ces points nous ne pouvons avoir de certitudes, tout au plus peut-on imaginer un scénario possible et le justifier.

## Combien de vaches laitières demain?

Cette question est ouverte à plus d'un titre. On peut déjà s'interroger sur la façon dont évoluera le quota laitier en Europe, c'est-à-dire sur les limites apportées à la production. Certains préconisent aujourd'hui une réduction du quota pour être en harmonie avec l'accord du GATT et la plus grande ouverture en provenance du marché mondial qu'elle consacre. D'autres au contraire préconisent une augmentation du droit à produire (y compris avec des baisses de prix garanti) afin de prendre des parts de marché dans le monde.

On peut aussi s'interroger sur les pratiques que mettront en œuvre les éleveurs laitiers pour assurer cette production. Le progrès génétique et le savoir-faire des éleveurs permettront de produire plus de lait avec moins de vaches, mais est-ce la meilleure solution pour produire au moindre coût ce dont on a besoin? La réponse n'est pas évidente et les éleveurs s'interrogent aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, on s'attend à une nouvelle réduction du cheptel laitier en France et en Europe. L'Union Européenne pourrait encore perdre plus de 2 millions de vaches laitières d'ici 5 ans, donc autant de veaux laitiers.

## Combien de vaches allaitantes?

La question se pose aussi pour le troupeau allaitant. Les aides de l'Union sont conditionnées à une référence historique, celle du cheptel présent en 1993, mais on peut envisager à la marge une

production non primée. D'où au contraire un scénario privilégié de légère croissance du troupeau allaitant européen à 5 ans (+ 700 000 vaches).

### L'inconnue de la filière veau de boucherie

Le devenir de la filière veau de boucherie est particulièrement préoccupant et le scénario de repli de cette production semble à privilégier, mais de combien? De même nous retiendrons l'hypothèse d'un tassement du poids moyen des carcasses sous la pression du marché.

### Stagnation de la production, mais excédent croissant

En définitive en termes de perspectives de production de viande bovine à moyen terme, nous envisageons une stagnation de la production en France comme dans l'Union à échéance de 5 ans. Parallèlement et indépendamment d'une certaine atténuation de la baisse de consommation enregistrée en 1996 sous la pression d'un phénomène d'abord médiatique, nous faisons l'hypothèse d'une baisse de consommation de l'ordre de 1% l'an.

Ces hypothèses nous conduisent à dégager un scénario que nous appelons "impossible" tant il conduirait à un excédent de la production sur la demande solvable, incompatible avec le revenu des producteurs donc la survie de cette filière (Table 1).

Table 1. Gros bovins Europe à 15 : perspectives 2002 (Source : GEB, Economie des Filières)

	Gros bovins (en 1 000 tonnes)	Evolution 1995/2002 (%)
<b>Offre</b>		
PIB (Production Indigène Brute)	7 250	+1
import Pays Tiers	550	=
= disponible	7 800	=
<b>Demande</b>		
Consommation +	6 000	-10
export OMC (avec restitutions)	750	
= demande "solvable"	6 750	-13
<b>Excedent</b> (non consommé et not exportable avec restitutions)	1 050	15 (production 1995)

Ce déséquilibre envisagé nous conduit à proposer en accord avec les responsables professionnels et politiques, une politique de maîtrise de l'offre qui pourrait passer par :

(i) Une réduction du nombre de veaux disponibles, c'est-à-dire l'abattage de petits veaux à 8 jours : ce qui se fait en France et au Royaume-Uni depuis l'automne 1996.

(ii) Une réduction des poids de carcasses.

(iii) Une limitation, voire une réduction du troupeau allaitant.

(iv) Des aides conditionnées à des chargements UGB à l'hectare en baisse.

(v) Surtout à moyen et long terme par une politique agricole qui favorise plus l'extensif et moins l'intensif, ceci pour l'ensemble des systèmes bovins qu'ils soient laitiers ou d'engraissement.

C'est autour de cette notion que pourrait reposer une nouvelle réforme de la PAC (Politique Agricole Commune) dont les prémices commencent à se débattre aujourd'hui à Bruxelles et dans les capitales de l'Union.

Quoi qu'il en soit, la maîtrise, c'est-à-dire la limitation structurelle de la capacité à produire de la viande bovine semble à moyen terme un enjeu majeur pour l'Europe. C'est à ce prix que pourra être assurée une rémunération suffisante des producteurs européens.

## Références

GEB (nn.vv.a). *Dossier Economie de l'Elevage*. Publication mensuelle, Institut de l'Élevage, Paris.

GEB (nn.vv.b). *Tendances lait et viande*. Publication mensuelle, Institut de l'Élevage, Paris.

Guesdon, J.C., Kempf, M. et Chotteau, P. (1995). *Vaches d'Europe*. Economica, Paris.